

Compétitivité: l'industrie
française est-elle en train de
décrocher?

Jean Louis DONEY



Compétitivité: l'industrie française est-elle en train de décrocher?

Introduction

- Déficits commerciaux + pertes de parts de marché => l'industrie française est en grande difficulté;
- En 2016, l'OFCE se risque à poser la question qui dérange: « L'industrie française est-elle en train de décrocher? »;
- Inquiétudes vives car **l'industrie occupe une place centrale** dans le processus de croissance à long terme : elle est la plus grande consommatrice de services marchands (principal vivier d'emplois) et elle concentre l'essentiel des efforts de R&D à la base des innovations et de l'indépendance technologique.

I. Les indicateurs qui inquiètent

→ *Une désindustrialisation plus poussée que chez nos partenaires*

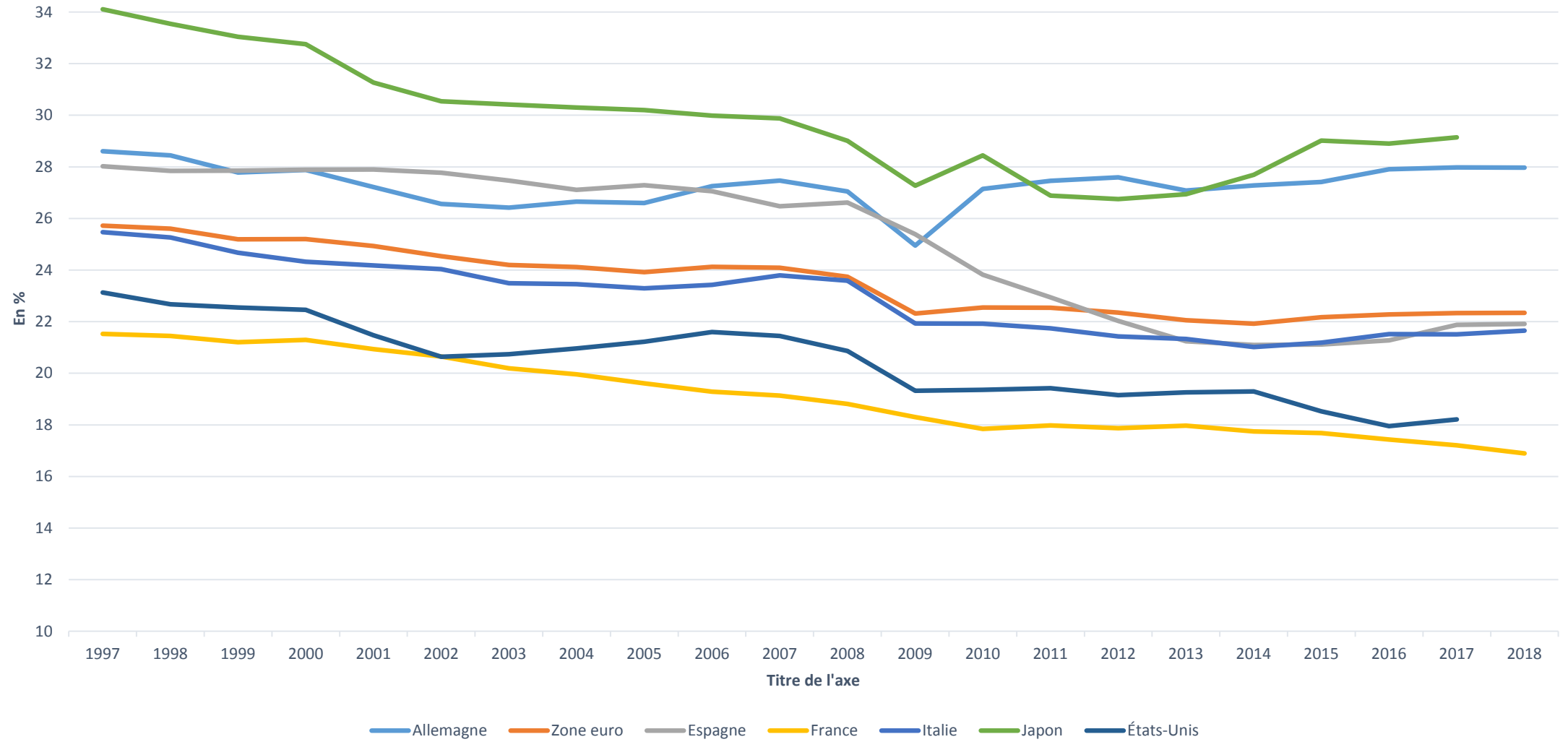
La baisse de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale et dans les emplois n'est pas propre à la France;

Cela s'explique par des gains de productivité plus élevés dans l'industrie que dans les services et par le mouvement d'externalisation.

Cependant, ce mouvement de recul est plus poussé en France que chez nos principaux partenaires.

On constate par ailleurs à quel point ce mouvement altère la capacité de la France à créer des emplois dans les services marchands (période 2008-2013).

Part de l'industrie dans la valeur ajoutée (en %)

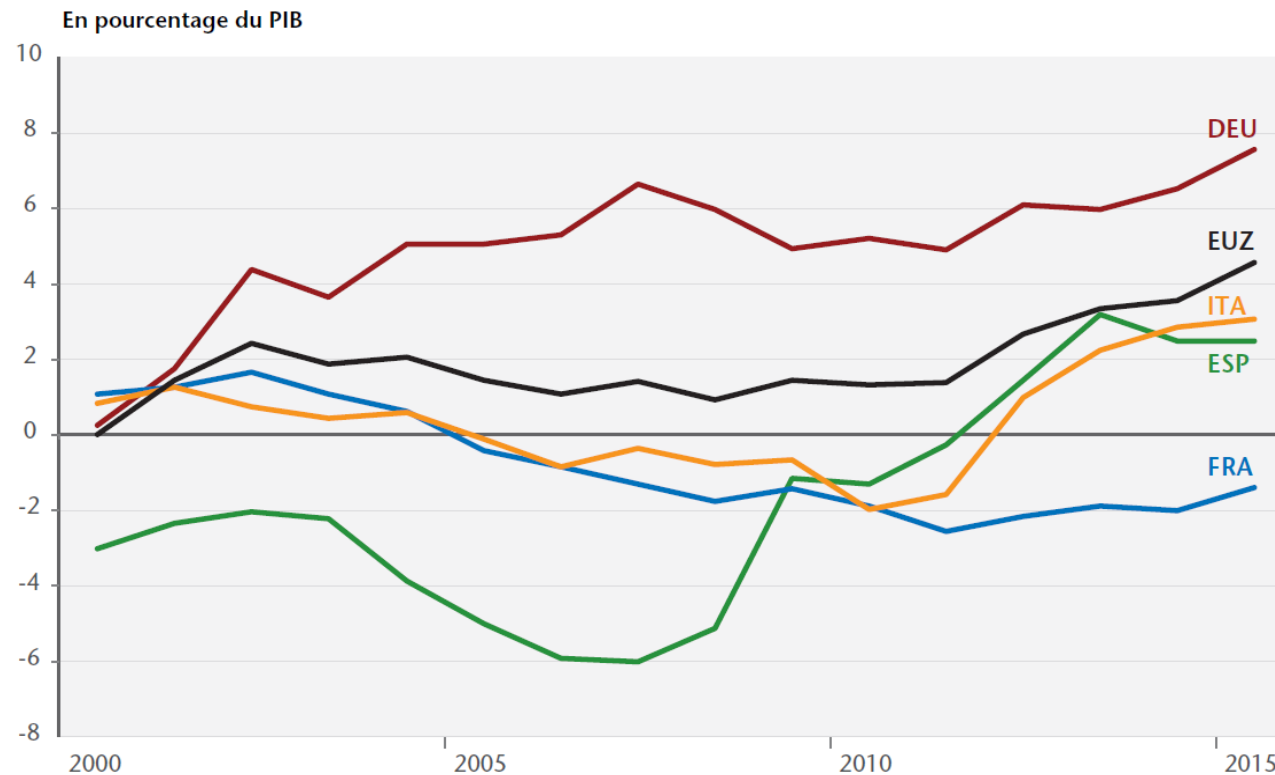


→ Une production industrielle qui a peiné à retrouver son niveau d'avant 2008 alors que l'Allemagne a retrouvé le sien.

La crise n'a donc pas eu un effet transitoire mais durable.

→ Un déficit commercial durable

Graphique 5. Évolution du solde commercial des grands pays de la zone euro



Sources : Eurostat, Calculs des auteurs.

Le déficit commercial a eu tendance à se réduire entre 2011 et 2016 mais surtout à cause d'un ralentissement de la croissance et de la faiblesse des prix des hydrocarbures.

Depuis le déficit commercial se dégrade de nouveau.

- Si les secteurs agricole et agroalimentaire (+5,6 milliards d'euros) ainsi que les matériels de transport (6,8 milliards d'euros) sont excédentaires, les déficits sont très marqués pour l'approvisionnement énergétique, les équipements mécaniques, électriques et informatiques (-26,7 milliards d'euros) ou encore les autres produits industriels (-26,7 milliards d'euros).

La décomposition de nos excédents et nos déficits en fonction des partenaires

l'Europe tient une place prépondérante dans nos échanges extérieurs (en incluant il est vrai les services).

La France est en déficit vis-à-vis de l'Union européenne avec un solde en 2017 de -36,6 milliards d'euros pour les biens et services. Son solde avec l'Allemagne compte pour plus de la moitié de ce déficit.

En revanche la France est en excédent avec le Royaume Uni (+11,3 milliards) et la Belgique (+3,7 milliards).

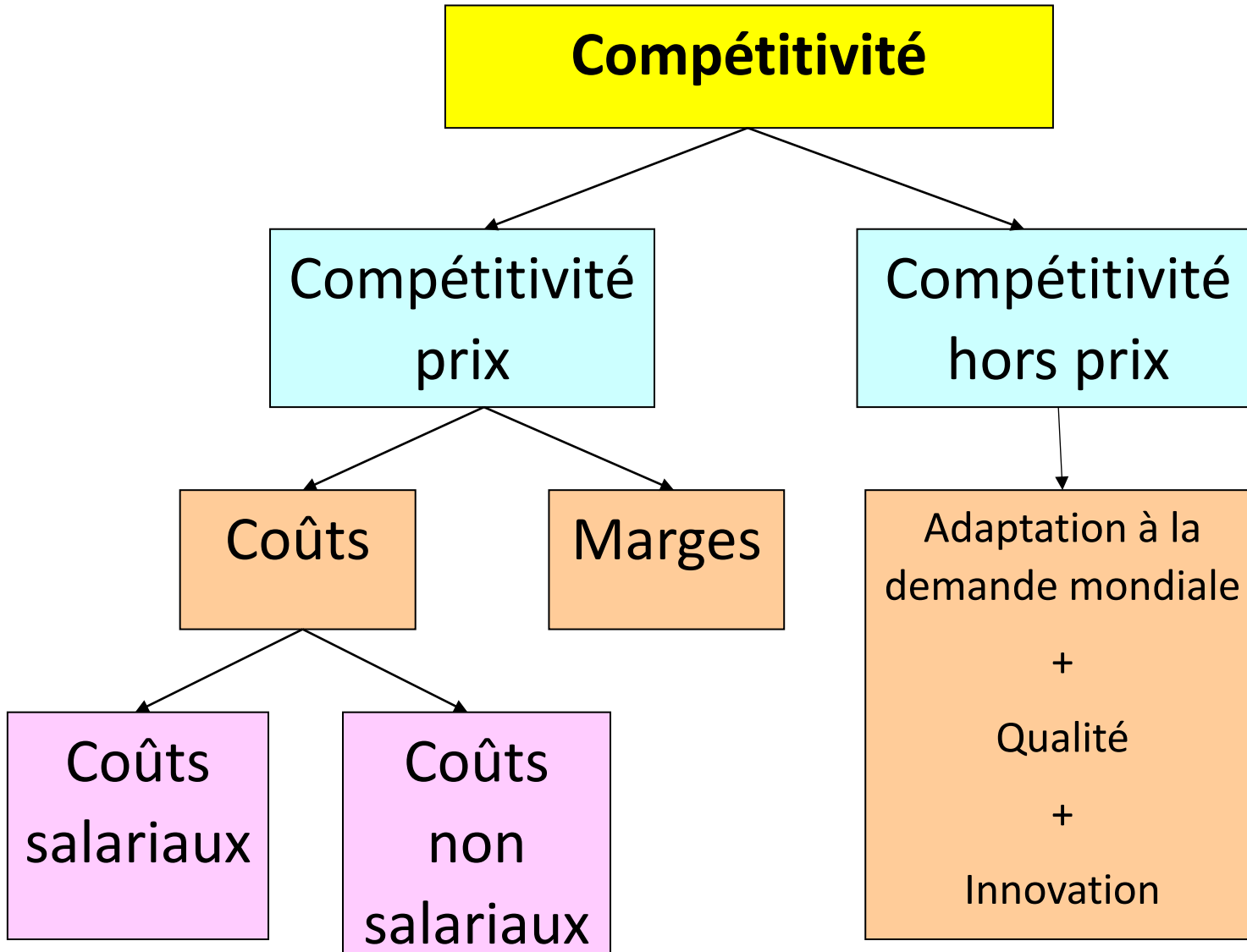
La France est en excédent avec les pays hors zone euro (+20,1 milliards d'euros).

Ce qui importe est donc de comprendre la perte de compétitivité par rapport à nos principaux partenaires européens.

II. Les explications traditionnelles du manque de compétitivité de l'industrie française.

→ *La compétitivité est un concept protéiforme;*

Le schéma suivant permet de guider la réflexion.



→ La compétitivité prix

C'est à dire la capacité à proposer des prix compétitifs sur les marchés.

Celle-ci s'est fortement détériorée de 2000 à 2009.

Elle s'est ensuite redressée à partir de cette date.

Jusqu'en 2013, cela s'est cependant fait au détriment des marges commerciales et donc au prix d'une dégradation de la rentabilité financière des entreprises et des investissements.

A partir de 2013 (mais plus encore de 2016), la compétitivité prix s'est maintenue grâce au [CICE](#) qui a permis une amélioration de la compétitivité coût du travail.

→ Le coût du travail

Les comparaisons en termes de coût du travail entre les pays sont complexes et nécessitent de prendre des précautions.

Ne pas se contenter du coût salarial horaire mais le coût salarial unitaire qui tient compte de la **productivité du travail**. Un coût salarial horaire plus élevé peut être compensé par une productivité plus élevée. En effet, on a l'identité suivante :

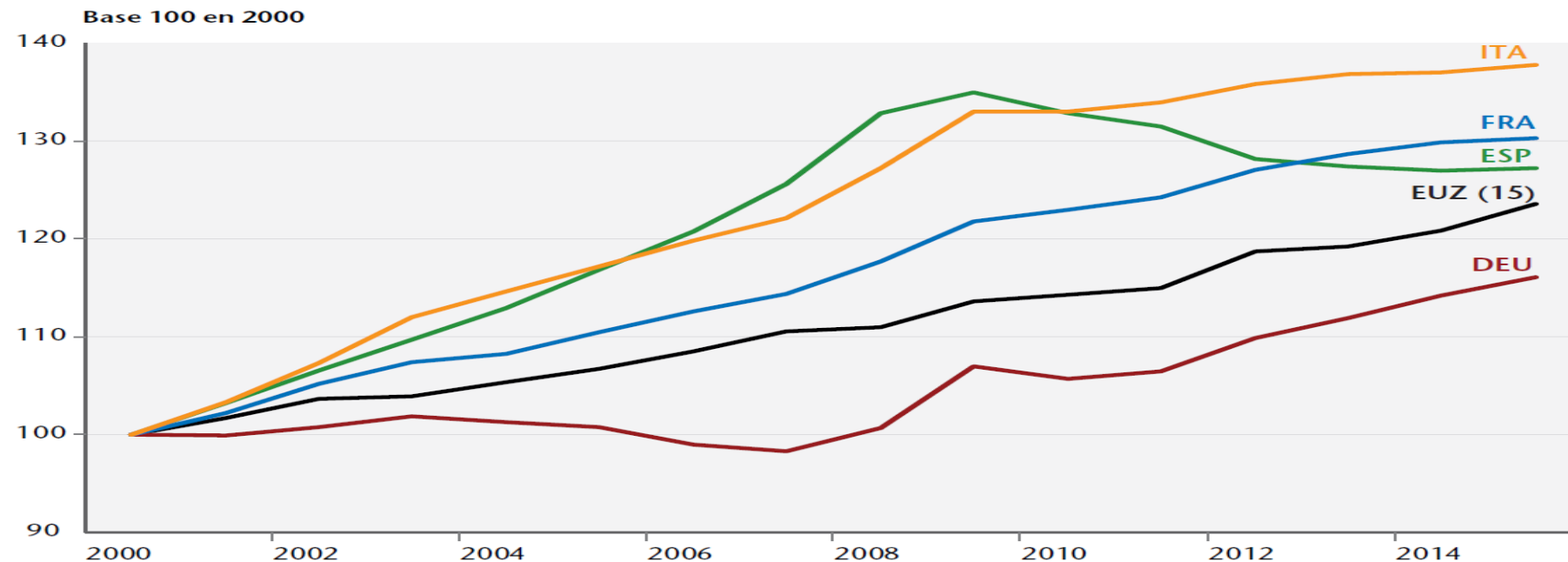
Taux de croissance du coût salarial unitaire = taux de croissance du coût salarial horaire – taux de croissance de la productivité du travail.

Il faut également tenir compte des **différences sectorielles**. Il est en effet normal que les coûts salariaux diffèrent selon les secteurs compte tenu de leur productivité et des différences de pressions concurrentielles.

Malgré un niveau de productivité du travail plus élevé en France que chez ses partenaires, le coût salarial unitaire a progressé plus rapidement en France de 2000 à 2013;

Depuis la compétitivité salariale s'est redressée du fait du CIC et du pacte de responsabilité.

Graphique 6. Évolution du coût salarial unitaire des grands pays de la zone euro



Sources : Eurostat, Calculs des auteurs.

Si on affine l'analyse grâce à une comparaison avec l'Allemagne, on se rend compte que la perte de compétitivité prix vient essentiellement de salaires plus élevés dans les services marchands en France qu'en Allemagne (cela expliquerait plus de la moitié de l'écart de compétitivité prix selon Le Moigne et Ragot [2015]);

Une explication probable de cette différence France Allemagne tient à la faiblesse de la concurrence sur les services marchands en France comparativement à ce que l'on constate Outre-Rhin.

Une grande partie du débat sur le coût salarial porte aujourd'hui sur les charges sociales qui pèsent sur les salaires;

Les cotisations patronales représentent 33% du coût salarial dans l'industrie et les services marchands en France contre 21% en Allemagne, 27% en Espagne et 29% en Italie.

Quelle est l'origine du mal? Deux explications sont généralement avancées (pas nécessairement contradictoires):

- Un Etat providence trop développé.

Il faudrait donc commencer par réduire les dépenses de protection sociale;

Explication insuffisante car ce qui n'est pas pris en charge par la sécurité sociale doit l'être par des assurances privées. Les syndicats sont alors plus vigilants sur les évolutions du salaire net.

De plus, la comparaison des coûts de gestion de la sécurité sociale et des assurances privées plaide nettement en faveur de la première.

Il faut par ailleurs tenir du différentiel de croissance démographique. La France a des dépenses liées à l'enfance beaucoup plus importantes que ses voisins.

- **Le choix de développer des emplois dans les services non qualifiés.**

Baisses de charges sociales qui ont été reportées sur l'industrie.

Une remise à plat des prélèvements obligatoires semble être urgente pour restaurer la compétitivité de l'industrie:

- Augmentation de la part dévolue aux impôts pour réduire les charges;
- Baisser plus fortement les charges des activités exposées à la concurrence que celles des activités protégées.

Le coût en emploi peut être élevé à court terme mais le jeu est gagnant à long terme. Ce coût peut être minimisé si on revoit le périmètre et l'ampleur des niches fiscales dont certaines sont totalement inefficaces.

→L'investissement productif

L'investissement s'est maintenu à un niveau satisfaisant dans le secteur manufacturier depuis les années 2000.

Compte tenu de l'érosion des marges des entreprises, celui-ci a été financé par recours aux ressources externes c'est-à-dire par endettement.

Les politiques de soutien de l'investissement et la baisse des taux d'intérêt ont permis aux entreprises françaises de soutenir leur investissement sans compromettre davantage leur situation financière.

Si le niveau de l'investissement n'est pas en cause, il en va tout autrement de sa composition.

L'investissement dans la construction a pris trop de place au détriment de l'investissement productif. Ainsi entre 2000 et 2011, la part de l'investissement dans les machines occupait 43% en Allemagne et en Italie alors qu'il n'était que de 28% en France.

Ce déséquilibre s'explique en grande partie par les prix plus élevés de l'immobilier en France qui ont sans doute favorisé un effet d'éviction de l'investissement productif.

Or les investissements dans les machines permettent d'introduire dans le cycle productif les innovations technologiques et de générer dans l'avenir de nouveaux produits et des gains de productivité.

→Le positionnement en gamme

C'est-à-dire la capacité à s'extraire de la pression sur le prix grâce une gamme différenciée ou la compétitivité hors prix.

L'étude du positionnement en gamme est également importante pour tester l'adaptation de la production nationale aux évolutions de la demande mondiale.

Ces deux dimensions peuvent être traitées conjointement en étudiant les exportations françaises sous l'angle de l'intensité technologique du secteur ou de la branche. Plus l'intensité technologique est élevée moins le produit est standardisé et offre la possibilité de différenciations permettant d'échapper à la contrainte du prix et plus les perspectives futures en termes de demande sont élevées.

Constat apparemment encourageant: la France est plutôt spécialisée dans les productions à forte valeur ajoutée;

Cependant cela est surtout le fait de l'aéronautique;

Par ailleurs les évolutions récentes n'engagent à l'optimisme puisque la France perd des parts de marché dans ce domaine depuis 2015 alors que l'Italie et l'Espagne en gagnent.

Dans la branche automobile par exemple l'augmentation de 50% de l'industrie italienne contraste avec la diminution de 16% des constructeurs français.

Problème en matière de Recherche&Développement

Certes la part de ces dépenses dans le PIB est plus élevée en France qu'en Espagne et en Italie mais moitié moins que ce qu'elle est en Allemagne alors même que les aides publiques d'aide à la recherche et développement sont plus élevées en France.

L'efficacité de ces aides est en question. C'est en particulier le choix du crédit impôt recherche qui pose problème. Les aides sont dirigées vers les entreprises qui sont déjà en mesure de faire des efforts de R&D ! Des politiques de subventions (davantage présentes dans les dispositifs allemands de soutien à la recherche) semblent plus efficaces.

La compétitivité hors prix repose également sur la **qualité et le volume du capital humain** c'est-à-dire des qualifications et des compétences de la population active. De ce point de vue, les analyses de l'OCDE pointent un retard de la France par rapport à la plupart des pays de l'OCDE.

-Trois constats sont généralement avancés pour expliquer cette situation :

- La massification tardive de l'enseignement (en particulier de l'enseignement supérieur) ;
- La mauvaise performance de l'enseignement initial ;
- La faiblesse de la formation continue, qui accélère l'obsolescence du capital humain tout au long de la vie.

Tout cela contribue à réduire la mobilité fonctionnelle des salariés au sein et entre les entreprises et fait que les périodes de restructurations sont très coûteuses en terme de chômage de longue durée et de déséquilibres pour les comptes sociaux.

III. La nécessité de prendre en compte d'autres explications.

Les explications qui précèdent, d'inspiration libérale, ne permettent pas de rendre compte totalement de la perte de compétitivité.

→ *Un tissu productif qui peine à se régénérer*

Ce qui est en jeu c'est l'existence de barrières à l'entrée et à la croissance de nouvelles entreprises.

Le dynamisme de l'économie à long terme repose sur le fait que de nouvelles entreprises entrent sur le marché et sont en mesure de contester la suprématie des entreprises en place ou de nouvelles activités.

Il existe une corrélation négative entre l'âge de l'entreprise et son dynamisme c'est-à-dire sa capacité à croître, créer des emplois, obtenir des gains de productivité et innover.

- La France ne souffre pas de barrières à la création d'entreprises mais davantage de barrières à la croissance des PME.

Aux Etats-Unis, 56% des 150 premières entreprises de 2015 ne figuraient pas dans l'échantillon de 2000, c'est le cas de 44% des 70 premières entreprises françaises. Les PME peinent à grandir et cela constitue un handicap important en termes de capacités à l'exportation.

Or le fer de lance des exportations allemandes sont les grosses PME autour de 500 salariés.

Les questions que posent ces constats sont les suivantes :

- Les PME fortement dépendantes des banques ont beaucoup de mal à financer leur croissance => les conditions de l'accès à l'emprunt, la faiblesse du capital risque qui permet de financer les investissements à long terme ;
- Les difficultés importantes pour les PME d'accéder aux résultats de la recherche pour procéder à des innovations porteuses sur les marchés. La question du fonctionnement de la politique publique d'incitation à la recherche a été abordée plus haut. Il faut également évoquer les relations de ces entreprises avec les centres de recherche. La création des **pôles de compétitivité** doit apporter des solutions sur ce point, mais les résultats peinent à se concrétiser sur les marchés ;
- L'existence de seuils en termes d'effectifs qui peuvent rendre frileux les patrons de PME français.

- L'insuffisante intégration des entreprises françaises dans la DIPP

Comparaison des stratégies des entreprises allemandes et françaises en matière de division internationale des processus productifs et de délocalisation.

Les entreprises françaises (c'est très net dans le cas de l'automobile) ont massivement délocalisé pour accéder aux marchés extérieurs. Les véhicules fabriqués à l'étranger n'entrent pas dans les exportations françaises.

Les allemands font davantage jouer la DIPP en profitant des avantages comparatifs des économies ce qui leur permet de bénéficier ainsi d'intrants meilleur marché et de meilleure qualité et de rester compétitifs à l'exportation.

→ La gouvernance et le financement des entreprises

Rôle plus important des fonds de pension dans le capital des grands groupes en France qu'en Allemagne;

Ces fonds de pension favorisent l'adoption de stratégies de court terme alors que les actionnaires allemands plus stables sont plus axés sur les stratégies de long terme.

- Cette différence trouve son explication dans l'engagement des banques plus important auprès des entreprises qui permet à celles-ci de moins dépendre des stratégies des groupes financiers.

Conclusion

L'industrie française est effectivement en train de décrocher;

Les politiques de flexibilisation du marché du travail sont insuffisantes;

L'enjeu est de réformer le système fiscal pour qu'il ne pèse plus sur l'industrie;

Réformer le système de financement pour les entreprises soient moins dépendantes des marchés financiers;

Des efforts importants et durables de R&D et de formation professionnelle;

Nécessité d'un retour de la politique industrielle.

CICE

- Le CICE était un avantage fiscal dont bénéficiaient les entreprises qui emploient des salariés. Il continue à exister sous la forme d'un allègement des cotisations sociales pérennes de ces mêmes entreprises. Cette nouvelle formule de CICE a un effet immédiat.
- Cet allègement se traduit concrètement par la réduction de cotisations sociales patronales pour un employé dont la rémunération est inférieure ou égale à 2,5 Smic.
- Pour un employé à temps plein toute l'année 2020, la rémunération maximum est de 3 973,67 € par mois.
- Cet allègement se traduit concrètement par la réduction de 6 points des cotisations sociales patronales d'assurance maladie pour les rémunérations dues à partir du 1^{er} janvier 2019.